



Communauté d'Agglomération
de Lens-Liévin

19NNP064
Avril 2020

Système d'assainissement de Loison-sous-Lens

Pièce n°6 : Décision de non-soumission du projet à Evaluation Environnementale

CONSULTING

SAFEGE
Immeuble Le Trident
18/20, Rue Henri Rivière
76000 ROUEN
Agence Normandie Nord Picardie



Version : 19NNP064

Date : Avril 2020



Pièce n°6 : Décision de non-soumission du projet à Evaluation Environnementale

Systeme d'assainissement de Loison-sous-Lens



Sommaire

1.....Non soumission à Evaluation Environnementale.....	3
---	---

1 NON SOUMISSION A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le projet, qui consiste à mettre en conformité le réseau de collecte du système d'assainissement de Loison-sous-Lens, d'une capacité nominale de 117 000 équivalents-habitants, relève de la réglementation concernant les Etudes d'Impacts au titre de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement. Plus particulièrement, le projet relève de la rubrique de la rubrique 24) a) du tableau annexé à l'article R.122-2 présentée ci-dessous :

Tableau 1 : Rubrique de la nomenclature « Etude d'Impacts » concernée par le projet

Rubrique	Projet soumis à Evaluation Environnementale	Projet soumis à Examen au Cas par Cas	Commentaire	Régime
24 Système de collecte et de traitement des eaux résiduaires.	Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité est supérieure ou égale à 150 000 équivalents-habitants.	a) Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité inférieure à 150 000 équivalents-habitants et supérieure ou égale à 10 000 équivalents-habitants.	Le système d'assainissement de Loison-sous-Lens présente une capacité nominale de 117 000 équivalents-habitants.	Examen cas par cas
		b) Système d'assainissement situé dans la bande littorale de cent mètres prévue à l'article L. 121-16 du code de l'urbanisme, dans la bande littorale prévue à l'article L. 121-45 de ce code, ou un espace remarquable du littoral prévu à l'article L. 121-23 du même code.	Le système ne se situe pas dans la bande littorale des 100 mètres, ni dans un espace remarquable du littoral.	Non concerné
	Régime résultant			Examen cas par cas

Le projet a donc fait l'objet d'un **Examen au Cas par Cas**. Une demande a donc été déposée auprès de l'Autorité Environnementale en date du 13 mars 2019. Cette demande a fait l'objet d'une **décision de non-soumission à Etude d'Impacts** en date du 17 mai 2019. L'arrêté préfectoral portant cette décision est fourni ci-après.

Pièce n°6 : Décision de non-soumission du projet à Evaluation Environnementale

Système d'assainissement de Loison-sous-Lens

Figure 1 : Décision de non soumission du projet à Etude d'Impacts



Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information,
Développement Durable
et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2019-3294
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le Préfet du Pas-de-Calais

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEI. GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de M Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2019-3294, déposé complet le 13 mars 2019 par la Communauté d'agglomération Lens-Liévin relatif au projet de mise en conformité du réseau de collecte du système d'assainissement, sur la commune de Loison-sous-Lens dans le Pas-de-Calais ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 8 avril 2019 ;

Vu la décision de soumission tacite à étude d'impact du 16 avril 2019 ;

Pièce n°6 : Décision de non-soumission du projet à Evaluation Environnementale

Système d'assainissement de Loison-sous-Lens

Considérant que le projet, qui consiste à mettre en conformité le réseau de collecte du système d'assainissement sur la commune de Loison-sous-Lens, relève de la rubrique 24 a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité inférieure à 150 000 équivalents-habitants et supérieure ou égale à 10 000 équivalents-habitants ;

Considérant que le projet consiste à mettre en conformité la station de traitement des eaux usées d'une capacité de 117 000 équivalents-habitants sur la commune de Loison-sous-Lens et à améliorer son fonctionnement par réduction des arrivées d'eaux pluviales à la station d'épuration ;

Considérant la présence au sein de la zone de projet du risque d'inondation par remontée de nappe et inondation de cave que le projet devra prendre en compte par des mesures visant à réduire ce risque ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé ;

D É C I D E

Article 1^{er} :

La décision tacite de soumission du 16 avril 2019 est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2 :

Le projet de mise en conformité du réseau de collecte du système d'assainissement sur la commune de Loison-sous-Lens n'est pas soumis à évaluation environnementale, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Arras, le 17 mai 2019

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Marc DEL GRANDE

Pièce n°6 : Décision de non-soumission du projet à Evaluation Environnementale

Système d'assainissement de Loison-sous-Lens

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture du Pas-de-Calais

rue Ferdinand Buisson – 62000 ARRAS

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tourmai – CS 40259 – 59019 LILLE Cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoia A et B – 92055 LA DÉFENSE Cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE Cedex

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyen" accessible par le site internet : www.telerecours.fr.